

par l'honorable représentant de Weyburn et la réponse du ministre du Commerce (M. Stevens). Il me suffira ensuite de rappeler l'admission faite plus tard par le premier ministre (M. Bennett). Je trouve à la page 2069 v.f. de l'édition révisée du *hansard* de l'année dernière le passage que voici :

M. Young: Monsieur le président, je n'ai pas le document devant moi, mais autant que je me rappelle,—si je fais erreur, on pourra me rectifier,—le *Financial Post* de la semaine dernière a déclaré que, lorsque M. McFarland a entrepris de vendre la récolte de 1930-1931, il avait en même temps fait des opérations à terme, si bien que, aujourd'hui, le Gouvernement détient des millions de boisseaux de blé achetés à terme dont il ne peut se débarrasser, sauf à perte, tant que le prix ne montera pas.

Ce n'était pas une affirmation directe, mais simplement une question posée dans le but de permettre au ministre du Commerce de dire ce qu'il pensait du bruit qui courait. Il a répondu ceci :

L'hon. M. Stevens: Le Gouvernement n'a pas un seul boisseau de blé, soit directement ou indirectement, que je sache.

Cela se passait il y a un an et, cependant le premier ministre, au mois de novembre dernier, a admis ici même que le Gouvernement croyait que M. McFarland s'occupait du commerce du blé depuis plus de deux ans. Je ne sais comment accorder deux affirmations si catégoriquement opposées et je n'essaierai même pas de le faire. Ces deux membres du cabinet, le premier ministre et le ministre du Commerce, peuvent régler la difficulté entre eux. Il est impossible qu'ils disent tous les deux la vérité, cependant, et nous croyons savoir lequel des deux a raison, et c'est le premier ministre. Nous savons que le Gouvernement s'occupe du commerce du blé, non seulement parce qu'il a acheté celui du syndicat, mais aussi parce qu'il en a acheté une autre quantité presque aussi considérable dans le but de stabiliser le marché et de protéger ses propres intérêts. Pourquoi nous cacher la chose plus longtemps? Les faits sont connus. J'étais disposé à me montrer généreux envers le ministre du Commerce (M. Stevens) lorsque j'ai parlé de cette question l'automne dernier. J'ai pensé qu'il croyait peut-être plus avantageux de ne pas exposer au grand jour ce qui avait été fait pour des raisons d'Etat. En d'autres termes c'était une manière diplomatique de tergiverser plutôt qu'une tactique ouverte. Maintenant, nous voulons savoir quand les membres du Gouvernement nous content des histoires pour tuer le temps et quand ils nous font des déclarations importantes. Nous ne le saurons jamais à l'avenir, de sorte qu'il serait bon que les deux ministres arrangent l'affaire et s'en-

[L'hon. M. Motherwell.]

tendent afin que nous puissions savoir lequel des deux rapporte des faits et lequel également nous débite des lubies.

Quelle a donc été la raison de tout ce mystère? Le Gouvernement ne gagnera rien à vouloir spéculer sur les ventes à termes du blé par des moyens détournés. Il n'y a pas lieu de s'étonner de la baisse du prix du blé. Devinant ce qui se passait à Winnipeg, les gens des autres pays ont encombré le marché du blé et fait baisser les prix. C'est pour cette raison que les méthodes de vente du blé du Gouvernement n'ont eu pour résultat que de ruiner le petit producteur qui ne pouvait plus vendre son blé et de faire baisser forcément le prix du blé au plus bas niveau qu'il ait encore connu depuis trois cents ans. La Diane d'Ephèse était, certes, bien grande; grands également sont nos dieux politiques qui empêchent les prix du blé de monter. Non seulement au Canada, mais aussi dans le monde entier. Si ce nouveau projet de stabilisation fonctionne de la même manière, le ministre regrettera de l'avoir jamais proposé, tout comme le Gouvernement est actuellement dégoûté de son tour de force à propos du blé. Mais j'en parlerai dans un instant. Je me dépêche à relater ceci; ce n'est pas très agréable, mais c'est nécessaire comme décor du dernier acte du budget dans cet effroyable déploiement d'erreurs.

L'autre bétuve fut la conférence économique d'Ottawa. On en a parlé au début de la session. Il a été question de la soi-disant préférence de 6 p. 100 sur le blé qui est illusoire, et des préférences sur le beurre, les pommes et autres produits. Pourquoi ignorer ces produits et ne pas les faire bénéficier des avantages du fonds de stabilisation? Est-ce parce que le Gouvernement pense qu'on a eu de bons résultats avec M. McFarland qui a tenté en vain de tenir tête au marché? Est-ce parce qu'il pense que la préférence de 6 p. 100 a empli nos poches? Ils ne l'ont pas dit, mais ils doivent le penser, sans quoi ils n'ignoraient pas des produits importants tels que le bois, les pommes et toutes les céréales. C'est une des raisons pour lesquelles je veux que cette question soit portée devant le comité de l'agriculture. J'estime que c'est plus important que l'insignifiante enquête sur le lait qui nous occupe actuellement. Nous recueillons beaucoup de renseignements intéressants, mais, à mon avis, nous n'avons pas le pouvoir de faire quoi que ce soit. C'est en partie, sinon entièrement, du domaine municipal, et, en intervenant nous, gouvernement fédéral, nous ne faisons qu'empiéter dans le domaine des autres. Aussi j'espère que le comité de l'agriculture va se racheter en mettant à l'étude une